Paris

Tél. 01.55.73.28.05 - Fax 01.45.53.03.56
BANOM Elisabeth
2nde 4, Janson de Sailly, PARIS
133, rue de la Pompe 75116 PARIS
(adresse personnelle)
01 55 73 03 42
(téléphone personnelle)

Mardi 23 mars 2010

Corrigé par Mme Adriano

Devoir Individuel

Sujet du concour national de la Résistance et de la Déportation 2009-2010:

L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945. À partir des circonstances et du contenu de ce texte fondateur les candidats étudieront la portée de l'appel du 18 juin, ainsi que les engagements qu'il a suscités en France, dans l'empire français et à l'étranger.

Introduction

En cette veille des années 40 la France, et même plus généralement l'Europe, n'est qu'un territoire tout juste sorti de sa désolation, aux populations meurtries autant physiquement que mentalement par la Grande Guerre. Elle reste donc longtemps passive face aux multiples agressions perpétrées par l'Allemagne rangée au côté d'Hitler, poussée par un sentiment de revanche depuis

sa défaite ainsi que par l'importante crise financière affamant ses foyers depuis 1929. Cependant, la France ne peut accepter la dernière d'entre-elles l'invasion germano-soviétique de la Pologne et entre en guerre le 3ème septembre 1939 suivie de la Grande-Bretagne le lendemain. Mais que peut bien faire une France peu préparée au conflit face à un ennemi fort de blindés, d'une artillerie lourde et d'une stratégie destructrice ? Rien, pensa le gouvernement de Pétain, vieil héros de la Ière Guerre Mondiale, monté au sommet de la hiérarchie par un lâche sursaut désespéré de l'Assemblée Nationale face aux foules mitraillées de toute part par les ennemis, sur les routes. Armistice donc pour la France le 17 juin 1940 et avènement de la Vichy collaboratrice.

Mais tel n'est pas l'avis de tous, ou du moins du général De Gaulle qui résistait déjà en 1930, demandant la création de divisions blindées, présentant le conflit à venir, résistait encore en mai 40 à Montcornet, s'illustrant devant l'ennemi avec ses troupes, seules munies de blindés, résistait toujours lorsqu'il gagne Londres pour poursuivre le combat, envoyé par Paul Reynaud, président du conseil avant l'arrivée de Pétain, et requiert l'aide britannique. Car De Gaulle, dont la rébellion à l'ennemi est aussi forte que le « We shall never surrender » de Churchill, est déjà le visage d'une France libre, fière, combattant pour sa liberté et résistant à l'oppression. Ainsi, le 18 juin 1940, porte-parole de cette France, il lance depuis Radio Londres son appel à la Résistance. Le

message est sans équivoque et comme il l'annonce deux ans plus tard : « L'enjeu de cette guerre est clair pour tout les Français : C'est l'indépendance ou l'esclavage. Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire. ».

En ce mois de juin 1940, la Grande-Bretagne représente pour lors l'allié essentiel de la survie de la France libre. En effet elle seule peut lui apporter les moyens financiers et matériels indispensables à la poursuite du combat. Conscient de cette nécessité, De Gaulle demande le soutient du gouvernement anglais pour créer une Légion française. Officier d'infanterie temporairement promu général de brigade avant de rejoindre Londres, De Gaulle n'est certes pas un de ces hommes politiques français influents que Churchill espérait pour donner son aval à la France Libre, pourtant il sera le seul. Le 28 juin 1940, Churchill le reconnait chef officiel de la France Libre. La Légion française devient Force Française Libre.

Car l'impact de l'Appel du 18 juin 1940, c'est avant tout des hommes. C'est l'éveil de l'honneur et de la patrie dans des consciences, c'est le combat contre une injustice et une dictature. Ils furent peu, mais ils furent, ceux qui rejoignirent De Gaulle où qu'ils pouvaient bien être les FFL. Il y a ceux qui étaient déjà à Londres au moment de l'Appel, ceux risquèrent leur vie pour rejoindre l'Angleterre, ceux qui n'attendirent pas l'Appel pour brader Vichy,

ceux qui ne l'entendirent pas, vinrent quand-même, ceux des colonies ralliés à la France Libre pour son combat. Il leur fallut quitter les leur et risquer leur vie. Un tiers sont militaires tandis que les autres, jeunes pour la plupart, nombre d'entre eux étant lycéens ou étudiants sont des civils de professions diverses, élevés dans le souvenir de leur grand-parents combattants de la Grande Guerre. Rêve d'aventures pour les uns, motivations idéologiques ou politiques pour les autres, nombreux juifs luttant pour leur liberté ou bien alliés issus des colonies, tous ont un motif de s'approprier le désir d'une France libre. Rappelons que les débarqués de Dunkerque furent bien peu et que sur les 35 000 soldats de l'Armée Française du Levant, 4000 seulement se joignirent à eux. Mais ils furent de Geofroy de Courcel aide camp de De Gaulle en juin 40 à l'Armée d'Afrique en 1943, en passant par les pêcheurs de l'île de Sein et les soldats et officiers de la 13ème demi-brigade de la Légion étrangère. Ils furent en Afrique, au Moyen-Orient, en Italie, du débarquement de Provence, à celui de Normandie. Leur nombre ne dépassa les 75 000, combattants auxiliaires et administratifs compris, mais ils furent. Grâce à eux, le général De Gaulle peu entamer le combat sur lequel reposera l'avenir de la France et de ces alliés.

Afin de retrouver son honneur, il est necessaire que les français libres soient les premiers acteurs de la libération de son territoire national,

chose difficile, la reconnaissance dispensée par la Grande Bretagne étant très limitée. Afin de peser dans la balance et acquérir plus d'indépendance, la France Libre doit prendre l'apparence d'un gouvernement en exil tout en assurant sa légitimité. Pour ce faire, une stratégie militaire et politique rigoureuse se doit d'être adoptée.

En ce début des années 40, la France représente la seconde puissance coloniale au monde, ainsi apparaît-il évident que les colonies seraient le prochain enjeu de cette lutte pour la liberté. Au lendemain de son Appel du 18 juin, De Gaulle demande par télégrammes l'aide des gouverneurs de l'Empire. Bien peu d'entre cependant répondirent, les uns par fidélité au régime de Vichy, les autres par suite à des rappels à l'ordre. Néanmoins, quelques hommes, tels Felix Eboué, gouverneur du Tchad, Henry Soutot, administrateurs des Nouvelles-Hébrides ou encore Georges Catroux démis de ses fonctions par Pétain vont oser se ranger du côté de la France Libre. C'est leur ralliement qui encourageront par la suite d'autres territoires à s'engager aux côtés des alliés. S'ajouteront à eux la quasi-totalité de l'Afrique équatoriale, le Gabon que les FFL réussissent à prendre par les armes les Etablissements français d'Océanie et sur de l'Inde. Les partisans de Vichy ne restent pourtant pas passifs et l'Indochine, le Liban, la Syrie ainsi que l'Afrique du Nord restent fidèles au régime de même qu'en Afrique occidentale, les forces alliés échouent à la bataille de Dakar. Mais ces quelques territoires réfractaires seront peu à

peu récupérés par les forces françaises libres et britanniques. Bientôt se joindront au combat la Nouvelle-Calédonie et les îles d'outre-mer telle la Guyane, Madagascar, La Réunion, Les Antilles, Wallis et Futuna, St. Pierre-et-Miquelon et la côté française des Somalis (Djibouti). En dernier lieu, l'arrivée de l'Armée d'Afrique, le 31 juillet 1943, donnera naissance à l'Armée française de la Libération. Bien que d'abord peu appréciée des FFL et raillée pour sa fidélité et sa passivité antérieure face à Vichy, elle finit par s'amalgamer aux 60 000 FFL dont une grande partie est issue des colonies. La France Libre bénéficie enfin de territoires n'appartenant qu'à elle-même d'une véritable armée, d'espace facilitant l'arriation ennemi. Mais surtout, en faisant rentrer les colonies dans la bataille, c'était « faire rentrer dans la guerre comme un morceau de la France. C'était défendre directement ses possessions contre l'ennemi. C'était autant que possible, détourner l'Angleterre et peut-être un jour, l'Amérique, de la tentation de s'en assurer elles-même pour leur combat et pour leur compte. C'était, enfin, arracher la France Libre à l'exil et l'installer en toute souveraineté en territoire national. » De plus, le 27 octobre 1940 est publié à Brazaville la déclaration qui affirm illégale l'attribution des pleins pouvoirs à Pétain du 10 juillet 1940. La France Libre, issue de l'Appel de 18 juin 40 du général De Gaulle et pourtant partie de si peu, dispose dorénavant de moyens considérables dans la lutte contre l'ennemi nazi.

création

Reste encore et toujours à obtenir une plus grande reconnaissance des alliés. Avec l'apparition du Comité National Français sur ordonnance du 24 septembre 1941, la France Libre acquiert ses premiers pouvoirs politiques. Sous la présidence de De Gaulle le CNF exerce les pouvoirs publiques français et est reconnu deux jours plus tard par le gouvernement britannique, puis dans la semaine qui suit, par les soviétiques, ralliés depuis l'attaque d'Hitler sur l'URSS, rompant le pacte de non-agression germano-soviétique. Les États-Unis, entrés en guerre depuis l'offensive des Japonais sur leur flotte à Pearl Harbour tente d'écarter De Gaulle en lui imposant le colonel Giraud, chef du commandement civil et militaire de l'Afrique française comme co-directeur au CNF.

Giraud

La participation sans relâche des FFL sur tous les fronts et à toutes les batailles jouent un rôle essentiel dans ces mouvements de reconnaissance. À Bir-Hakeim, les 3700 FFL du général Koening retardent la progression des 32000 soldats allemands désirant contourner les défenses britanniques postées dans le désert de Lybie et reprendre leur offensive sur l'Afrique du Nord. Du 27 mai au 10 juin 1942, ils font face à l'aviation et l'artillerie lourde de l'Afrika Korps sans jamais céder aux ultimatums allemands avant de rejoindre les lignes britanniques emportant les blessés avec eux. Grâce à ces hommes de la 1ère brigade française libre, les troupes britanniques s'peuvent se réorganiser dans l'ordre et mettre au point une contre-offensive.

capitaine

De plus les allemands traitent les FFL prisonniers non pas comme des mercenaires mais comme des soldats réguliers d'une armée légale d'un Etat légitime. Citons également les bataille de Bir Hakeim en Egypte ou de Keren en Erythrée où les FFL seront présentes. On chante l'honneur de la France Libre, le courage de ses hommes. Le 14 juillet 1942, comme un symbole à la liberté, elle devient France Combattante. Les alliés savent maintenant qu'elle peut leur apporter un grand soutient militaire et commencent à reconsidérer son rôle futur dans la libération de la France métropolitaine.

Que de chemin parcouru depuis l'Appel du 18 juin 1940 ! Que d'hommes de femmes, de nations, de coeurs tournés vers Hitler, tous acharnés dans la lutte contre l'ennemi ! Dans cette guerre devenue mondiale, chacun se tourne vers la France, rempart des nazis, noyée sous un gouvernement corrompus, rongée de l'intérieur par l'inaction, l'acceptation même ! de ses populations devant les humiliations infligées par l'occupant. Entre ceux qui tolèrent et ceux, nombreux hélas, qui tolèrent, se cache cependant les résistants avec abus allemands. Discrets, cachés dans la foule, agissant en groupes éparpillés, ils profitent de chaque instants pour contrer l'ennemi, le dérouter, et lui montrer qu'en aucun cas l'esprit français lui est soumis. Ceux-là qui restèrent en France pour poursuivre le combat sont les premiers maillons de ce qui deviendra la Résistance.

Peu à peu, des « monsieur tout le monde », et des femmes bien sûr, se mettent à former des noyaux de résistance. Tracts imprimés et distribués, destructions stratégiques d'objectifs, quête de renseignement pour un réseau, réception et distribution de matériel parachuté... autant d'activités diverses effectuées dans l'ombre et le secret, chacun muni de son propre chef et se concurrençant pour l'obtention d'armes et d'argent, denrées rares, bien que la présence allemande crée des entraides. Certains au péril de leur vie, offre l'hospitalité à des agents alliés. La jeunesse surtout exècre l'ennemi et refusant la défaite, va jusqu'à manifester le 11 novembre 1940, contre les interdits, criant « Vive De Gaulle » et s'en prenant aux collaborateurs, voir même à des soldats allemands. Ultime provocation à l'occupant, en août 41, des militaires allemands sont tués à Paris et à Bordeaux. À cela l'ennemi répond de manière exemplaire - des otages sont fusillés par centaine tandis d'autres sont faits prisonniers et déportés. À ces représailles sanglantes viennent s'ajouter les contrôles incessants de la Gestapo. Se loger, se déplacer, entretenir une correspondance devient passible de prison s'il on est suspecté avant de conduire à la déportation et c'est sans compter l'action des délateurs ou de la police collaboratrice. Mais la fusillade et la torture sont les seuls traitements de ceux convaincus de résistance active.
Des journaux clandestins sont également distribués, appelant les populations à se rassembler, et à agir. Ils se font l'écho de la BBC radio anglaise retraçant dans ses émissions quotidiennes l'évolution de la guerre.

De Gaulle y prend chaque jour la parole, et la radio est un moyen efficace de rassurer les populations isolées et encadrées par l'occupant. De plus, conscients que la radio facilite les échanges alliés d'informations sans passer par les contrôles ennemis, les allemands tentent de brouiller les ondes de la BBC et procède à des confiscations de postes. Dans tout cela, De Gaulle ne reste qu'une voix entendue par l'intermédiaire de récepteurs de fortune et un visage peu aperçu dans les journaux clandestins. Seule la croix de Lorraine, présente sur les tracts britannique et symbole de la France Libre est adoptée par la Résistance et les populations.

Qu'une action conjuguée des mouvements de résistance serait bien plus efficace que de petites guérillas isolées, De Gaulle en a bien conscience. Une unification autour d'un chef décuplerait l'impact de la Résistance et jetterait la France métropolitaine dans sa propre bataille. Car après tout que restait-il de Vichy ? Rien de plus qu'un régime soumis aux privilèges, à une police dominatrice qui veut se justifier par la capitulation devant l'Allemagne quand cette dernière pille la France, retient 1,5 million de prisonniers, emploie le reste de la population à son compte et a perdu son principal allié russe, rallié aux côtés de la France Libre, forte de ses alliés, de ses colonies et de ses territoires d'outre-mer.

Déjà auparavant, des agents de renseignements tel « Rainy » avaient été envoyés en France

par De Gaulle mais c'est en octobre 1941 que celui-ci trouve le moyen de procéder à cette Unification. Ce moyen, ou plutôt cet homme, ancien préfet de l'Eure-et-Loir, révoqué par Vichy pour avoir refusé de signer des documents accusant à tort les troupes sénégalaises de l'Armée française de massacre sur les civils, rejoint Londres pour apporter son aide à l'action de De Gaulle. Cet homme, Jean Moulin, sera la pièce qui liera l'action de De Gaulle à celle de la Résistance Intérieure. Avec la charge de commissaire du CNF, Jean Moulin est parachuté dans le Midi la nuit du 1er janvier 1942 avec pour mission d'unifier les mouvements de résistance. Peu à peu les mouvements de la zone sud se réunissent en conseil, un service radio recevant des centaines de milliers de télégrammes par mois est mis en place ainsi que des opérations maritimes et aériennes nocturnes ou des réseaux de renseignement comme « Confrérie Notre-Dame » de Rémy qui informent les FFL des positions ennemis et des plans de leur navires. On prend contact avec les milieux de la pensée et de la politique tandis que de leur côté, les communistes se joignent à la lutte (comme avec l'Orchestre Rouge, réseau de renseignement) et que les services de propagandes britanniques popularisent l'image de De Gaulle au moyen de tracts parachutés. Le 15 mai 1943, est créé le Conseil National de la Résistance, sous l'autorité de l'homme du 18 juin, reconnu comme seul chef officiel de la Résistance. Une France libre dans la France est née, issue de tant de vie sacrifiée par des héros

méconnus. Mais Jean Moulin est arrêté en juin 1943 par la Gestapo lyonnaise, torturé et succombe dans le train qui le conduit en Allemagne, sans avoir prononcé un mot, protégeant son rêve d'une France libre.

Leur vie ont fait la France celle qui est libre. La France Libre a su depuis l'appel du 18 juin 1940, par une lutte acharnée obtenir un gouvernement siégeant à Londres et à Alger, muni d'une armée française de l'intérieur, les FFI et de structures en métropoles. Elle a su, depuis l'appel du 18 juin 1940, par son action gagner son droit légitime à participer à la libération de son territoire. Elle a, par la vie de ses hommes, su retrouver son honneur. L'impact, la force de l'Appel du 18 juin 1940, c'est leur rassemblement avec les alliés, les populations, leurs espoirs, dans la lutte contre l'ennemi nazi.

Conclusion

Le 25 août 1944, lorsque les troupes françaises libres du général Leclerc entrent à Paris et que le reste du pays est peu à peu libéré la France a retrouvé sa fierté. Oui, l'Appel du 18 juin 1940 permit d'un point de vue militaire à la France Libre d'apporter un grand soutient aux Alliés et, d'un point de vue politique il lui offrit le moyen de conserver son important rôle international. Car si la France fut puissance occupante de l'Allemagne au même titre que ses alliés britanniques, américains et soviétiques si, par la suite, elle fut intégrée au Conseil ~~permanent~~ de Sécurité des Nations-Unies,

comme permanent

honneur non galvaudé, c'est grâce au combat démarré par l'Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, combat qui lui rendit toute sa grandeur.

=